

## Pourquoi l'OTAN ? L'argumentaire polonais en faveur de l'intégration atlantique

La première manifestation officielle de la volonté de la Pologne de rejoindre l'OTAN remonte à 1992, avec le discours du Premier ministre Hanna Suchocka devant le Conseil de l'Atlantique Nord, l'instance suprême de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Cet engagement a par la suite été poursuivi par tous les gouvernements, quelle que soit leur couleur politique, et a abouti à l'adhésion de la Pologne, en mars 1999, cinq années avant l'adhésion à l'Union européenne. L'argumentaire mis en avant pour justifier cette adhésion s'est alors articulé autour de trois idées : se protéger de la Russie, remédier au vide sécuritaire et ancrer le pays dans la sphère occidentale.

### « Keep the Russians out and the United States in »<sup>1</sup>

La crainte de l'URSS – puis de la Russie – fut l'une des principales justifications du ralliement à l'OTAN de la Pologne. L'avenir incertain de l'Union soviétique au début des années 1990 inquiétait les dirigeants polonais. Le pays allait-il se désintégrer ou réussir sa transition démocratique ? Comment les pouvoirs se répartiraient-ils à terme entre l'URSS et les républiques la composant ? Il fallait donc se prémunir contre tout risque émanant d'un État en proie à des développements intérieurs imprévisibles et qui restait militairement puissant<sup>2</sup>.

L'adhésion à l'OTAN devait en outre empêcher la Russie de s'octroyer à nouveau un droit de regard sur la Pologne. De fait, toutes les offres d'intégration incluant Moscou, telles que la Confédération européenne proposée en décembre 1989 par le président François Mitterrand ou la garantie croisée suggérée par le président Boris Eltsine et qui prévoyait la protection de l'Europe centrale par un

accord entre la Russie et l'OTAN, furent catégoriquement rejetées par Varsovie<sup>3</sup>. La proposition russe de garantie croisée avait notamment fait ressurgir le spectre des partages de la Pologne au XVIII<sup>e</sup> siècle et des conférences de Téhéran en 1943 et de Yalta en 1945. Ces expériences passées démontraient aux yeux des dirigeants polonais qu'il fallait, à présent que cela était possible, tenir la Russie à distance afin d'éviter une réédition de ces épisodes douloureux<sup>4</sup>.

L'OTAN, quant à elle, était considérée comme un outil permettant le maintien de la présence des Américains sur le Vieux Continent<sup>5</sup>. Il s'agissait d'affirmer que les États-Unis et l'Europe partageaient les mêmes valeurs et, à ce titre, avaient vocation à maintenir et à renforcer leur alliance. Ce lien, en cas de besoin, pouvait en outre permettre de pallier les éventuelles déficiences des Européens. Gardant à l'esprit l'attitude passive des Alliés durant la campagne de septembre 1939 ou la conférence de Yalta, certains dirigeants polonais estimaient que les pays d'Europe occidentale n'interviendraient pas en cas de tensions entre la Russie et l'Europe centrale<sup>6</sup>.

D'autres, s'interdisant de dresser des parallèles dramatiques avec le passé, n'en estimaient pas moins que la stabilité de l'Europe ne pouvait s'appuyer que sur la présence militaire américaine. Il fallait donc la maintenir, alors que le début des années 1990 correspondait à une période d'incertitudes liées à l'émergence de nouveaux

<sup>3</sup> Entretiens avec Andrzej Towpik, vice-ministre des Affaires étrangères (1994-1997) et premier représentant de la Pologne auprès de l'OTAN, le 16 janvier 2012, et Jerzy Maria Nowak, directeur de département au ministère des Affaires étrangères, représentant de la Pologne à l'OSCE, à l'Agence internationale de l'énergie atomique et à la représentation européenne des Nations Unies (1991-1997), le 6 décembre 2011.

<sup>4</sup> Entretien avec Jerzy Koźmiński, ambassadeur aux États-Unis (1994-2000), le 7 décembre 2011, et discours de Krzysztof Skubiszewski, ministre des Affaires étrangères (1989-1993), aux dirigeants français, allemands, américains et britanniques.

<sup>5</sup> Entretien avec Janusz Onyszkiewicz, le 17 novembre 2011.

<sup>6</sup> Entretiens avec Andrzej Olechowski, le 14 octobre 2011, et Jerzy Maria Nowak, le 6 décembre 2012.

<sup>1</sup> La formule est de Lord Ismay, premier secrétaire général de l'OTAN de 1952 à 1957, qui estimait que l'Alliance avait vocation à « garder les Russes à l'extérieur, les Américains à l'intérieur et les Allemands sous tutelle ».

<sup>2</sup> Entretiens avec Andrzej Olechowski, ministre des Affaires étrangères (1993-1995), le 14 octobre 2011, et Janusz Onyszkiewicz, ministre de la Défense (1992-1993 et 1997-2000), le 17 novembre 2011.

États et à la recomposition des alliances<sup>7</sup>. L'argumentaire polonais démontrait que la formule de Lord Ismay gardait toute son actualité et que l'OTAN devait exclure la Russie des affaires européennes dans lesquelles les États-Unis devaient conserver un rôle majeur.

## Remédier au vide sécuritaire

Les dirigeants polonais voulaient également que leur pays entre dans l'OTAN, car ils estimaient que l'Alliance le prémunirait contre le vide sécuritaire dans lequel il était tombé depuis la dissolution du pacte de Varsovie. Certains d'entre eux estimaient que la sécurité européenne formait, avec l'OTAN, un ensemble indivisible. L'Alliance atlantique ne pouvait donc rester indifférente aux menaces pesant sur l'ensemble du continent. Cette conception était d'ailleurs présentée comme s'inscrivant dans les compétences de l'OTAN, tant militairement – comme l'un de ses devoirs – que géographiquement – la zone étant bien celle de l'Atlantique Nord<sup>8</sup>.

Remédier au vide sécuritaire signifiait aussi, pour la Pologne, ne plus être une voie de passage, une zone-tampon entre les blocs occidental et russe ou même entre les puissants voisins russe et allemand dont l'entente, par le passé, s'était souvent faite à ses dépens. L'Allemagne demeura d'ailleurs un objet de craintes tant que la ligne Oder-Neisse ne fut pas officiellement déclarée intangible<sup>9</sup>. Il fallait donc mettre un terme à cette situation incertaine en rejoignant une organisation militaire efficace, et celle-ci ne pouvait être que l'OTAN<sup>10</sup>. Mais l'adhésion devait également être une réponse aux évolutions inquiétantes de l'Europe, comme la fin de l'URSS ou le délitement de la Yougoslavie<sup>11</sup>.

Cependant, Varsovie souhaitait aussi démontrer que la Pologne ne serait pas un élément déstabilisateur et qu'elle contribuerait à combler le vide sécuritaire de l'Europe centrale<sup>12</sup>. C'est pourquoi elle signa des traités

de bon voisinage avec l'Allemagne en 1991, la Russie en 1992 ou l'Ukraine en 1996 et, surtout, s'engagea dans le groupe de Visegrád dès sa création en 1991<sup>13</sup>.

## Le retour vers l'Europe

Enfin, l'intégration à l'OTAN s'inscrivait dans la thématique du retour vers l'Europe. Il s'agissait de construire un cadre destiné à abolir la distinction artificielle entre l'Est et l'Ouest et à réparer l'injustice dont la Pologne – et plus largement l'Europe centrale – avait été victime à Yalta. L'adhésion devait être le « triomphe de la justice sur l'histoire »<sup>14</sup>. Certains allaient même plus loin en considérant que la division de l'Europe n'était pas seulement due à Yalta, mais s'ancrait plus profondément dans l'histoire du continent. Cette vision de l'Europe centrale comme une « Europe B », une Europe de seconde catégorie, était supposée être celle des Occidentaux qui considéraient que tous les États situés à l'est de l'Allemagne devaient tomber sous influences germanique ou russe<sup>15</sup>. L'adhésion à l'Alliance atlantique devait mettre fin à cette coupure et créer un nouveau récit européen en réunissant des États qui se sentaient proches, tant d'un point de vue politique que civilisationnel<sup>16</sup>.

Le choix atlantiste ne fut toutefois jamais exclusif. Il s'est inscrit dans un ensemble de politiques d'intégration, tel que le projet d'adhésion à l'Union européenne, la coopération régionale – groupe de Visegrád, triangle de Weimar – et le développement de processus paneuropéens – comme l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)<sup>17</sup>. Ces multiples initiatives ont relevé d'un seul et même objectif destiné à reconstruire le réseau d'alliances et la politique extérieure de la Pologne et à assurer, à terme, sa pleine réintégration européenne.

**Amélie Zima \***

\* Doctorante à l'université Paris-Ouest, rattachée à l'Institut des sciences sociales du politique. Elle a récemment coordonné le dossier « Entre atlantisme et européisme, l'évolution des politique de sécurité en Europe centrale » de la *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 44, n° 3, 2013.

<sup>7</sup> Discours de Krzysztof Skubiszewski devant l'Assemblée de l'Atlantique Nord, 29 novembre 1990.

<sup>8</sup> *Ibid.*

<sup>9</sup> Entretien avec Andrzej Karkoszka, directeur de département (1993-1995) puis vice-ministre de la Défense (1995-1997), le 17 janvier 2012.

<sup>10</sup> Entretiens avec Jerzy Koźmiński, le 7 décembre 2012, et Janusz Onyszkiewicz, le 17 novembre 2011.

<sup>11</sup> Entretien avec Andrzej Karkoszka, le 17 janvier 2012.

<sup>12</sup> Entretien avec Andrzej Towpik, le 16 janvier 2012.

<sup>13</sup> Créé en février 1991, le groupe de Visegrád réunit la Hongrie, la Pologne et la Tchécoslovaquie (puis la République tchèque et la Slovaquie depuis 1993).

<sup>14</sup> Entretien avec Jerzy Koźmiński, le 7 décembre 2011.

<sup>15</sup> Entretien avec Andrzej Towpik, le 16 janvier 2012.

<sup>16</sup> Entretien avec Janusz Onyszkiewicz, le 17 novembre 2011.

<sup>17</sup> Entretien avec Jerzy Maria Nowak, le 6 décembre 2011.